

# Concours de mémorisation du Coran : Trois jeunes Maliens primés pour le Gabon

MALI

# 535

www.malikile.com

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 04 FEVRIER 2020

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

## L'opération MALIKO

# Solution ou Gadget ?



**Boubou Cissé, premier ministre :** "Je suis un fils d'enseignants..."



**Congrès du PIDS :** Nouhoum Sidibé, nouveau président du parti

# FOFY<sup>®</sup> INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

## CUIVES

## MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

<b>Une</b>	L'opération MALIKO : Solution ou Gadget ?	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	Diplomatie : Le Tchad a une nouvelle ambassadrice dans notre pays	<b>P.10</b>
	Transport en commun: Une grève des chauffeurs en vue	<b>P.10</b>
	Couverture du processus politique au Mali : «Internews-Mali » renforce la capacité des femmes de médias	<b>P.11</b>
	Les douanes maliennes en lutte contre les aliments prohibés : Une demi-tonne de viande de poulet avariée saisie à la frontière guinéenne	<b>P.11</b>
	Terrorisme : Les groupes djihadistes peu disposés au dialogue	<b>P.12</b>
	Ségou : Manifestation des travailleurs de la Comatex	<b>P.12</b>
	Sokolo : Retour des terroristes	<b>P.12</b>
	Kadiolo : Rencontre sur les BVG VBG ?	<b>P.12</b>
	Lutte contre la corruption : La Plateforme contre la Corruption et le Chômage (PCC) porte plainte contre le Sous-Préfet et le maire de la Commune rurale de Didiéni	<b>P.13</b>
	Région Mopti : 3600 personnes déplacées de retour à Djenné	<b>P.13</b>
	Départ de la France du Mali : Le mouvement « Yèrèwolo » à nouveau debout sur les remparts le 26 mars	<b>P.13</b>
<b>Actualité</b>	Concours de mémorisation du Coran : Trois jeunes Maliens primés pour le Gabon	<b>P.15</b>
	Boubou Cissé, premier ministre : "Je suis un fils d'enseignants..."	<b>P.16</b>
	La problématique de l'industrie de la viande du Mali : Le Mali revoit sa copie	<b>P.17</b>
<b>Politique</b>	Congrès du PIDS : Nouhoum Sidibé, nouveau président du parti	<b>P.18</b>
	Transparency international épingle : Les pays corrompus !	<b>P.19</b>
<b>Culture &amp; société</b>	MALI STARTUP : Des innovations faites par les jeunes maliens	<b>P.21</b>
	Circulation routière : Le stationnement anarchique réduit la fluidité	<b>P.23</b>
<b>International</b>	Morts subites dans le bain : Des milliers de Japonais victimes de chocs thermiques	<b>P.24</b>
	Guinée Conakry : Le FNDC apporte son soutien à ses militants arrêtés ou persécutés...	<b>P.25</b>
<b>Sport</b>	Compétitions africaines des Clubs de la CAF : les qualifiés pour les quarts!	<b>P.26</b>

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

**P.10**



**P.15**



**P.19**



## L'opération MALIKO : Solution ou Gadget ?



Ces derniers temps, malgré l'engagement des Forces armées maliennes et de sécurité (FAMa) sur les théâtres d'opération, les attaques terroristes et les pertes en vies humaines se multiplient et sont de plus en plus dévastatrices. La réception en janvier 2020 de blindés par l'Armée malienne aidera certainement à faire face, plus efficacement, aux groupes terroristes qui ne cessent d'étendre leurs zones d'opération dans une grande partie des régions du centre et de Ségou et Koulikoro. Au Mali, les élections législatives qui doivent mettre fin à la double prorogation du mandat des députés à l'Assemblée nationale sont prévues pour mars et avril 2020. Ces élections se dérouleront très difficilement dans la situation actuelle d'insécurité que connaissent les régions du nord, du centre et une partie du sud du Mali. C'est ainsi que le Président de la République, Ibrahim Boubacar Kéita, vient de signer un décret qui réorganise le déploiement de l'Armée malienne dans les zones concernées. Cette grande opération dénommée MALIKO est censée aboutir à une reprise en main de la sécurité du pays par les FAMa avec à long terme le retour de la paix et la protection des populations.

C'est un Décret signé par le Président IBK en date du 30 janvier 2020 qui l'annonce. L'article premier dudit décret stipule ce qui suit : « Il est institué une opération dénommée « MALIKO » visant à rétablir l'État du Mali dans ses fonc-

tions régaliennes dans certaines de ses Régions, en s'appuyant sur l'action des Forces Armées et de Sécurité maliennes soutenues et accompagnées par une administration publique disponible et performante, afin de répondre aux

aspirations légitimes du peuple malien ». Cet article premier reconnaît implicitement les difficultés qu'éprouvent les FAMa à sécuriser les Régions concernées et en même temps les défaillances de l'administration publique absente dans une grande partie du territoire desdites Régions investies par des djihadoterroristes qui imposent leurs lois aux populations totalement abandonnées par l'État et s'attaquent à ses symboles. Au-delà de cette reconnaissance implicite, on peut légitimement se demander comment et pourquoi les « fonctions régaliennes » sont citées comme une mission spécifiques dévolue dans le cadre d'une mission particulière.

L'Opération « MALIKO » aura pour mission d'atteindre les objectifs suivants déclinés dans l'article 2 du décret présidentiel : « les menaces terroristes et criminelles sont enrayerées, l'administration publique et les populations déplacées sont réinstallées, l'état de droit, la libre circulation ainsi que la protection des personnes et de leurs biens sont restaurés et l'autorité de l'État affirmé sur l'ensemble du





territoire ». La lecture de cet article 2, rédigé comme « Justificatifs » d'un document d'une ONG suscite l'étonnement. La présidence de la République et le Secrétariat Général du Gouvernement manque tant de juristes et d'experts de la légistique ? Mais au-delà, l'immensité des Régions concernées, celles de Gao, Kidal, Tombouctou, Taoudéni, Ménaka, Mopti et Ségou, c'est-à-dire plus des 2/3 du territoire national, montre l'ampleur et les difficultés de la tâche à accomplir par l'Opération « MALIKO ». Si dans les régions du nord l'Armée malienne reconstituée pourra être d'un apport appréciable pour l'atteinte des objectifs fixés, la présence de groupes terroristes comme l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), dont les ramifications à l'intérieur même de certains groupes armés signataires de l'Accord de paix et de réconciliation au Mali sont avérées, demeure un grand danger pour l'opération « MALIKO ».

Pour pallier la difficulté de l'immensité du territoire malien, le décret présidentiel répartit le théâtre d'opération de « MALIKO » en deux : le Théâtre Est, dont le commandement sera basé à Gao, et le Théâtre Centre à Sévaré. Le plus difficile sera la coordination dans des zones dont la vastitude et l'accessibilité sont des obstacles parfois insurmontables. Aussi, le soutien de la Force Barkhane et de la MINUSMA dans le domaine du renseignement et de la couverture aérienne sera-t-il quasiment indispensable vu la faiblesse des FAMA dans ce domaine. La venue de 600 hommes supplémentaires au sein de Barkhane pour tenter de sécuriser la zone dite des trois frontières peut être d'un grand apport dans la sécurisation du Théâtre Centre. Cependant, il appartient en premier aux FAMA

de montrer toute leur capacité à faire face aux ennemis terroristes. C'est pourquoi le commandement des troupes est donné aux officiers généraux ou supérieurs qui devront faire la preuve de leur aptitude à commander des troupes sur le terrain, concevoir et diriger des opérations. Si l'on sait que les nombreux généraux et officiers supérieurs du Mali sont plus dans des bureaux que sur les théâtres d'opération, on est en droit d'avoir quelques inquiétudes quant à la bonne conduite des opérations futures. En toute hypothèse, demeurent certaines questions : que feront désormais les responsables des régions de défense militaire face à plus gradés qu'eux mais moins connus et parfois moins respectés par la troupe mais avec quasiment les mêmes missions ?

Le décret présidentiel qui vient d'être signé est une tentative de réorganiser les FAMA dont les Maliens ne comprennent pas qu'elles n'aient pas, jusque-là, pris une option sérieuse sur la

lutte contre les groupes terroristes installés sur le territoire malien. IBK a beau déclarer que les FAMA « montent en puissance », le peuple malien ne voit que la comptabilité macabre de ses fils qui tombent presque quotidiennement sans qu'aucune solution ne pointe à l'horizon. Mais l'initiative est-elle heureuse et surtout sera-t-elle efficace ? Le temps le dira sans doute. C'est pour cette raison que l'Opération « MALIKO » est à inscrire dans le long terme et rien dans l'immédiat n'indique qu'elle saura, dans un peu plus d'un mois, instaurer des conditions favorables au déroulement des opérations de vote programmées dans les régions du nord et du centre. Le décret pris par IBK a-t-il été suscité par la récente rencontre de Pau en France entre les chefs d'État du Sahel ? On peut le penser. Cependant, les FAMA, malgré le lourd tribut qu'elles payent à la défense de la patrie, ont montré beaucoup d'insuffisance dans la lutte contre les terroristes. Cette lutte est certes difficile et compliquée à mener vu la mobilité de l'ennemi et son armement très performant. Mais il est indispensable pour restaurer l'espoir, que nos troupes engrangent des victoires éclatantes qui seront la preuve qu'elles « montent en puissance ». C'est seulement ainsi que les Maliens pourraient accepter le sacrifice de leurs enfants qui ne cessent de tomber sur le champ de l'Honneur. L'Opération « MALIKO » devra rapidement montrer un nouveau visage, un visage conquérant d'une Armée malienne qui a assez souffert et voudrait se relever enfin. Afin de ne pas être un gadget en plus. Comme le Haut Représentant.

■ **DIALA THIÉNY KONATÉ**



## Gouvernement du Mali



Bamako, 03 Février 2020.

Le mérite célébré ce lundi après-midi au Ministère des transports et de la Mobilité Urbaine. Ils étaient 14 récipiendaires à recevoir des distinctions honorifiques à savoir : la médaille de chevalier de l'ordre national et la médaille de l'étoile d'argent avec effigie abeille. Les braves récipiendaires ont reçu leurs médailles des mains du Ministre des Transports et de la Mobilité Urbaine, et du Grand chancelier des ordres nationaux du Mali. Cellule Communication du MTMU !



Mali. Aucun cas suspect de coronavirus n'a été détecté sur le territoire. A l'aéroport Modibo Keita Bamako-Sénou, nous avons mis un dispositif pour un contrôle strict des passagers à destination ou en transit. Nous sommes solidaires avec la Chine et d'autres pays contre ce virus.

Source : tweeter de Miche Hamala Sidibe, Ministre de santé et des affaires Sociales

## RFI Afrique



Pascal Tsaty-Mabiala, leader de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) et chef de file de l'opposition, a souhaité fin décembre que la présidentielle initialement prévue en 2021 soit repoussée en 2023. Cette proposition est boudée non seulement par certains opposants, mais elle ne passe pas non plus aux yeux d'autres cadres de l'UPADS.

## MALI MALIN



Le président russe Vladimir Poutine à déclaré que l'Afrique est un cimetière. «Quand un président africain, un général africain ou un entrepreneur africain devient riche, il envoie son argent et son or en Suisse. Il se rend en France pour un traitement

médical.

Il investit en Allemagne. Il achète à Dubaï. Il consomme des produits chinois. Il prie à Rome ou à la Mecque. Ses enfants étudient en Europe ou au Canada, et prennent tous des nationalités occidentales. Il voyage au Canada, aux États-Unis et en Europe pour le tourisme. S'il meurt, il sera enterré dans son pays natal, l'Afrique.

L'Afrique n'est qu'un cimetière pour les Africains. Comment développer un cimetière?



## Soulby Sanogo



Au Mali, les start-ups gagnent des concours, de miettes enveloppes et des rencontres bidons mais ne se concentrent pas sur l'essentiel. L'essentiel, c'est le développement des entreprises à long termes. SSS.

## Elhadj Djimé Kanté



Après la pénurie du Gaz, quelle autre pénurie allons nous subir dans les prochains jours ? Certains parlent déjà de Ciment.

## Amadou GON Coulibaly



Amadou GON Coulibaly est à : Sakassou. Aujourd'hui, j'ai eu l'honneur de prendre part à la visite de S.E.M. #AlassaneOuattara, Président de la République, à la Reine du Royaume Baoulé, Sa Majesté Nanan Akoua Boni II, à Sakassou. Conformément aux instructions données par le Chef de l'État au cours de ladite visite, mon équipe et moi-même, nous nous attèlerons à exécuter en 2020, la construction à Sakassou, d'un commissariat de police et du château d'eau.

Nous procéderons également au bitumage de la route Tiébissou – Sakassou – Béoumi et Toumodi qui s'inscrit dans l'objectif prioritaire de l'État de connecter toutes les capitales régionales d'ici fin 2020. En outre, nous continuerons à gérer le problème de l'orpaillage clandestin et à travailler à la revalorisation du prix de l'#anacarde et du

cacao pour la prochaine campagne.  
PSGOUV Sakassou, le 1er février 2020.

## Yattassaye Baye

Yattassaye Baye à Les maliens unis pour le Mali  
Bakary togola se qui vont voté pour toi sont  
aussi des voleurs tout comme l parti qui te laisse  
presante sur leurs liste



## Malick Konate

Ce n'est pas seulement le rond-point de l'auto  
gare hein... c'est pratiquement partout... ils ne  
sont jamais sur place. La direction générale de  
la police est interpellée Cellule de Communication  
de la Police Nationale - CCPN" Malick Coulibaly



Cheikh Imam Mahamoud DICKO demande aux membres de la #CMAS  
de suspendre leur participation aux élections législatives du 29 mars  
2020.

Où est Mme la ministre de la mise en scène et de la propagande ?  
Voulez-vous une autre victime pour réparer ? Que faites-vous là-bas?  
Je reviens



## Nouhoun Dioni

Nouhoun Dioni à Les maliens unis pour le Mali  
Nous avons besoin des hommes  
patriotismes, qui introduisent toutes leurs  
connaissances et leurs compétences pour défendre  
les intérêts et les biens des pauvres ET non les manoeuvres au service  
des dirigeants corrompus, Mohamed MAHI Ouattara est un ismam  
l'honneur pour l'islam et la nation de l'État malien qui est aujourd'hui  
le gardien de l'islam contre les imposteurs religieux instrumentalisés  
au services des dirigeants pour l'exploitation et la sûre exploitation  
de leur propres frères, les voleurs de nos impôts, les voleurs de nos  
taxes, les voleurs des biens de notre pays, les menteurs dans les cam-  
pagnes electorales, les buveurs de sanges, les mécréants pour s'en-  
richir illégalement non craindre la colère de Dieu, aujourd'hui on a  
vu beaucoup des hommes religieux qui ont changé d'avis pour suivre  
ces hommes hybrides devant leur peuple, pour une raison que le Mali  
est un pays laïque, mais la laïcité il n'y a pas dans le coran à faire  
ou laisser, la vérité n'est pas un moment ou un temps, et ou une  
condition de vie, mais la vérité s'appelle Dieu et notre volonté s'ac-  
corde à la sienne, nous sommes derrière notre islam imperturbable  
et imbattables, il est en colère contre le gouvernement qui n'a pas le  
coeur pour les hommes tombés dans la guerre, et les orphelins, les  
neuves, les neufs, et les cris des pauvres, un pays en guerre est le  
moment où les filles devant les hommes pour faire miss ortm, devant  
le sang versé dans l'attaque de camp militaire, il demande l'Bk de  
démissionner avec son gouvernement devant les attitudes contre la  
paix,



## Yacine Moussa Sidibe

Que dieu donne la force à toutes nos mamans,  
sœurs femmes, filles. C'est pas facile mais  
gardez la tête haute, sans vous on peut rien faire.  
Note très touchante. Love you women especially the  
strong ones that keep smiling.



## Ammy Baba Cisse

Un pays où les gens continuent de mourir, des  
pitoyables communicants se focalisent sur la montée  
des couleurs d'un PM?



## Figaro du Mali

Un incendie est survenu à l'IJR de Katibougou.  
Le maire et les éléments de la protection civile  
se sont urgemment rendus sur les lieux où ils  
ont éviter le pire.





### Le Résumé

Malgré la fin de la grève des gaziers, la bouteille de 7 kg est vendue à partir de 5.000 au lieu de 3.500 FCFA (clients)



### Galedou Soumy

Malick Konate bravo et toutes mes félicitations pour ton élection à la tête de l'association des blogueurs du Mali.

Bon courage, force à toi et plein de succès.

Bon maintenant ce lundi là je mange ATIÉKÉ et Poisson ou pas?



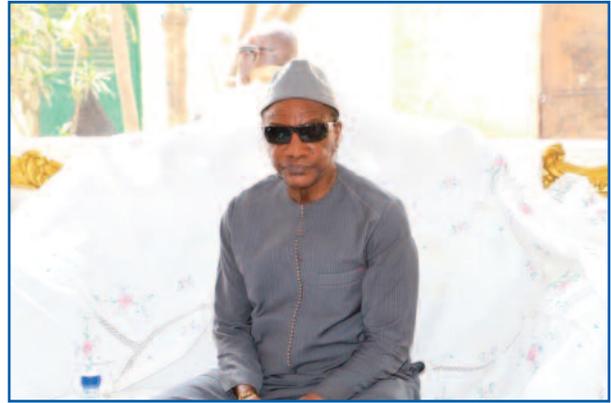
### Yaya Sangare

La crise malienne actuelle est si profonde & complexe que sa solution ne saurait se résumer à la seule réponse militaire, elle doit être globale, politique, sécuritaire et économique.



### Pr. Alpha CONDÉ

Qu'ils acceptent ou pas, nous adopterons la nouvelle constitution parce que nous voulons que la situation de la #Guinée change. Que les gens de Fria respectent leur parole. Que #Fria affiche une majorité écrasante pour le Oui à la nouvelle constitution ! #Kibaro



Mes chers concitoyens, j'ai pris la décision de reporter les élections législatives initialement prévues ce 16 février. Celles-ci auront lieu le 1er mars 2020. #Kibaro #Guinée

### Le journal Afrique

Samir Belarbi vient d'être acquitté. C'est une des grandes figures du Hirak, ce mouvement qui depuis presque un an marche contre le régime. Faut-il y voir un signe d'apaisement avec le pouvoir ? Le point avec notre correspondant Khaled Drareni. @khaleddrareni



### Larmes des pauvres

Mali trois morts, c'est le bilan provisoire d'une attaque qui a visé, ce jour vers 16h, un hameau situé à 4 km du village de #Madougou dans le cercle de #Koro. Source : RS



### Séga DIARRAH

Legislatives2020: Bakary Togola et Adama Sangaré, incarcérés, annoncent leurs candidatures. BRAVO aux militants du #RPM et de #ADEMA pour les collaborateurs que vous souhaitez propulser pour gérer le #Mali ! Je comprends votre décision: ils sont les plus honnêtes d'entre vous!



La miss ORTM2020 est Fatoumata Tounkara, Miss Mali-France. Les binationaux ne sont pas soit l'un, soit l'autre, ils sont les deux à la

fois. Ils doivent davantage s'impliquer dans le développement du Mali.

### Kamissa Camara

J'exprime toute ma reconnaissance et ma gratitude à lbk\_PRMali pour la distinction d'Officier de l'Ordre National du #Mali, qui m'honore à plus d'un titre et me conforte davantage dans ma mission, œuvrer pour le développement et la prospérité de notre cher pays.



### Safia Boly

Merci Tidjane Thiam pour cette rencontre qui marque les premières étapes de notre collaboration pour la promotion du Secteur Privé malien.



### Presidence Mali

20 Janvier | Fête de l'Armée " J'ai foi en vos capacités. J'ai foi en votre mission. J'ai foi en votre abnégation. Personne mieux que vous n'aime le Mali. Personne ne peut vous donner de leçon de patriotisme." #IBK Intégralité du discours à la Nation. <https://m.facebook.com/story.php?stor>



### Bina Sogoba

Tellement difficile de sensibiliser le Malien.



**SAMA**

transfert d'argent

## Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À

**40%**

SUR VOS FRAIS DE  
TRANSFERT D'ARGENT

[www.sama.money](http://www.sama.money)



## Diplomatie : Le Tchad a une nouvelle ambassadrice dans notre pays



**M**me Kalzeube Neldingar Madjimta a remis, vendredi dernier à Koulouba, ses lettres de créance au président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta. Celle qui représente désormais le Tchad dans notre pays est née le 22 mars 1959 à Doko. Elle a débuté, à 23 ans, sa carrière en tant que professeur contractuel de bureau au lycée Technique commercial de Moundou.

Une profession qu'elle exercera pendant une année, avant de s'inscrire à l'Université du Bénin, d'où elle sortira en 1988 avec une maîtrise en sciences juridiques (carrière internationale).

Ce parchemin lui ouvre les portes du ministère des Affaires étrangères du Tchad en 1990. Elle y travaille jusqu'en février 2003. En effet, Mme Kalzeube Neldingar Madjimta a successivement dirigé la section Organisation de l'unité africaine à la direction des affaires politiques (1990-1991), la section Afrique du Nord (1991-1993) et celle en charge des Organes principaux des Nations unies (1993-1997).

Elle est ensuite affectée en novembre 1997 à la direction affaires juridiques comme chef de division et occupe, quatre années plus tard, le poste de directrice adjointe. Et à partir de 2003, Mme Kalzeube Neldingar Madjimta commence à servir dans les représentations diplomatiques de son pays à l'étranger. D'abord comme conseillère à l'ambassade du Tchad en France (2003-2007), puis ambassadrice extraordinaire plénipotentiaire du Tchad au Congo (2007-2018).

Détentrice d'un certificat de stage diplomatique obtenu à l'Institut des relations diplomatiques du Cameroun (1996-1998), la nouvelle ambassadrice du Tchad a également suivi des stages en droits de l'Homme et gestion des projets. Mariée, elle est mère de deux enfants.

Le président de la République a également, reçu en audience l'ambassadeur du Nigeria. Ken Nwachukwu aura passé deux ans et demi dans notre pays en qualité d'ambassadeur de la République fédérale du Nigeria. Vendredi, il était à Koulouba pour faire ses adieux au président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta.

Le diplomate se souviendra longtemps de son séjour au Mali, où il a «eu de très bons moments», mais également des moments de tristesse. «On va sortir de cette vague de violences et le Mali retrouvera son chemin», a-t-il déclaré, convaincu qu'il en sera ainsi, «puisque vous êtes les enfants de Soundjata Keïta».

■ Issa DEMBÉLÉ

## Transport en commun : Une grève des chauffeurs en vue



**L**es chauffeurs des gros porteurs, des transports en commun et même ceux des particuliers menacent d'immobiliser les véhicules les 19, 20, 21 février prochains. Dans leurs préavis de grève déposé sur la table du ministère des Transports, le Syndicat national des chauffeurs et conducteurs routiers du Mali dénonce « les tracasseries routières et exige l'application des textes en la matière ». Pour le secrétaire général adjoint du Syndicat des chauffeurs et conducteur routier du Mali, cette grève est liée aux difficultés que les chauffeurs rencontrent sur les corridors, notamment les différents racketts. "Nous avons demandé l'application du règlement 14 de l'UEMOA qui cite les acteurs qui doivent opérer sur les corridors, mais tel n'est pas le cas", regrette Zakaria Chérif Haïdara. Les autres revendications des chauffeurs sont relatives à l'amélioration de leurs conditions de vie. En plus de l'accès facile aux logements sociaux, le syndicat demande l'adoption d'une convention collective pour garantir les contrats de travail et de la sécurité sociale aux chauffeurs. "Nous avons décrié la non application de la convention collective lors de notre précédente grève. Il y a eu des négociations. La balle se trouve dans le camp des transporteurs qui refusent de signer la convention", a fustigé le secrétaire général adjoint du Syndicat des chauffeurs et conducteurs routiers du Mali. Selon lui, c'est pour toutes ces raisons qu'ils iront en grève à partir du 19 février prochain.

Le Syndicat national des chauffeurs et conducteurs routiers du Mali se dit ouvert au dialogue, mais exige la satisfaction de tous les huit (08) points de revendication.



Mme Kalzeube Neldingar Madjimta

## Couverture du processus politique au Mali : «Internews-Mali » renforce la capacité des femmes de médias



Durant 3 jours, les journalistes de la presse écrite et de la radio venus de l'intérieur du pays Tombouctou, Gao, Koutiala, Mopti, Nioro du Sahel et ceux du district de Bamako ont été outillés sur la couverture du processus politique au Mali. Cette formation avait pour objectif d'amener les femmes de médias à plus s'investir dans le traitement des sujets d'ordre politique.

**A**u cours de la session, il a été évoqué le contexte politique actuel du Mali, où le formateur a fait ressortir les quatre grandes résolutions du Dialogue national inclusif, notamment l'organisation des élections législatives, l'organisation du référendum constitutionnel, l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger et le retour de l'administration, les textes et loi relatifs aux élections au Mali, la couverture de l'actualité politique au Mali, comment interviewer un acteur politique au Mali, comment couvrir une élection, le but du COCEM et du POCEM, le code de déontologie du journaliste malien, le journalisme sensible au conflit, le journalisme sensible au genre, journalisme et réseau sociaux les fake news. Selon Dr Ibrahima Sangho, président de l'observatoire, chef de mission du pool d'observation citoyenne du Mali, les parties prenantes au processus électoral sont les citoyens, les électeurs, organisme de gestion et de supervision des élections, les forces de sécurité, les medias, les partis politiques, les autorités judiciaires, organisation de la société civile, la communauté sous régionale, régionale et internationale, analystes politiques, les autorités religieuses et traditionnelles, les observateurs, les partenaires techniques et financiers, les prestataires de services et les groupes de pressions, a-t-il expliqué. Il poursuit que « le but principal d'une opération d'observation impartiale des élections est de garantir son intégrité, cet objectif est toujours valable qu'il s'agisse d'une démocratie de longue date, d'une démocratie nouvelle en transition ». Selon Maimouna Coulibaly d'internews, le journalisme sensible au conflit est lorsque les journalistes sont conscients du rôle crucial qu'ils peuvent jouer dans une période de conflit, a-t-elle précisé.

A cet effet, elle a souligné que « lorsqu'un conflit violent éclate dans une société, le travail du journaliste devient encore plus difficile. Les protagonistes ont tendance à vouloir maîtriser les medias, la qualité de l'information peut en être affectée ou l'in-

## Les douanes maliennes en lutte contre les aliments prohibés : Une demi-tonne de viande de poulet avariée saisie à la frontière guinéenne



L'exploit s'est produit à Kourémalé, il y a quelques jours et concerne un handicapé physique qui a consciencieusement décidé d'empoisonner ses frères et ses sœurs Maliens par l'importante quantité d'aliment qui est d'origine douteuse et pourrie en plus. Le trafiquant qui mérite d'être qualifié d'assassin transportait quarante-cinq (45) cartons de viande de poulet en état de putréfaction dans un véhicule 4x4, selon les douaniers de la localité de Kourémalé qui ont procédé à la saisie. Il se trouve que le même monsieur avait été appréhendé deux (02) semaines auparavant en possession de quarante et un (41) cartons de foie de bêtes pourries. Des investigations, il s'est avéré que le délinquant s'approvisionne à Siguiri en territoire guinéen pour revenir vendre son produit toxique à ses compatriotes. Les cargaisons complètes saisies par les douaniers de Kourémalé pourraient être vendues à plus de deux millions (2.000.000) de francs CFA à certains restaurateurs véreux. Il est bon de noter que l'importation des viandes de volaille se fait en cachette au Mali. Malgré la vigilance des douaniers, qui ont procédé des millions de tonnes de viandes impropres à la consommation, certains trafiquants arrivent à approvisionner certains de leurs clients. Cependant, ces aliments ne sont pas sans dangers même s'ils semblent sains à vue d'œil. Par ailleurs, Le secteur avicole est en pleine expansion et surtout, pourvoyeur d'emplois dans notre pays. Au fil des années, la filière avicole au Mali s'est beaucoup modernisée, avec des intervenants bien formés, qualifiés et ambitieux. Toute chose qui a considérablement réduit les risques par rapport aux années précédentes, et encouragé certains particuliers à investir plusieurs milliards de nos francs dans les différentes branches du secteur avicole. Il est important de noter à cet effet que le Mali compte aujourd'hui, grâce aux efforts des aviculteurs, quatre usines de fabrication d'alvéoles. Encore loin de la norme conseillée par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), en termes de consommation de viande, qui est 42 kg par an par personne contre 3,05 Kg au Mali.

formation censurée. La menace plane sur la personne physique du journaliste, mais c'est en ce moment qu'on aperçoit l'importance du bon journaliste ».

■ Ibrahima Sangho

## Terrorisme : Les groupes djihadistes peu disposés au dialogue



Les groupes djihadistes actifs au Mali ne montrent "pas de dispositions très évidentes" à un dialogue, a estimé, le jeudi dernier à Bamako, le chef des opérations de la paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix. "Je crois que ce qui est important, quand on parle de dialogue avec des parties, quelles qu'elles soient, c'est: Est-ce qu'il y a une disposition au dialogue? Pour faire quoi? Et est-ce que les actes correspondent à un minimum de prédisposition au dialogue?", a expliqué M. Lacroix lors d'une conférence de presse. "S'il y a des représentants des autorités maliennes qui sont tués, attaqués, les écoles qui sont attaquées, fermées, la population harcelée..., ce ne sont pas des symptômes de prédisposition au dialogue très, très évidents", a ajouté le secrétaire général adjoint des Nations unies. Dimanche, une attaque revendiquée par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), la principale alliance jihadiste du Sahel, liée à Al-Qaïda, contre le camp de la gendarmerie de Sokolo, proche de la frontière mauritanienne, a coûté la vie à 20 militaires maliens.

## Kadiolo : Rencontre sur les BVG VBG ?



La lutte contre les violences basées sur le genre, était le thème d'une rencontre, le mercredi dernier, à Kadiolo. L'objectif, selon les organisateurs, était de collecter les besoins en renforcement

## Ségou : Manifestation des travailleurs de la Comatex



Les travailleurs de la Compagnie malienne de textiles (Comatex SA) ont violemment manifesté, le vendredi dernier. Selon des sources locales, des ouvriers ont dénoncé la retenue de 3 jours sur leur salaire suite à leur grève du 6 au 10 janvier décrétée par le comité syndical. Selon des témoins, dans leur colère, des centaines des ouvriers s'en sont pris au chef du personnel de l'entreprise. Grièvement blessé, il a été transporté d'urgence à l'hôpital Nianankoro Fomba.

## Sokolo : Retour des terroristes



Les terroristes sont donc retournés, le mercredi 29 janvier dernier, dans le camp de l'armée à Sokolo. Ils ont occupé les lieux pendant des heures, selon des témoins. Les mêmes sources affirment que « les habitants se sont terrés chez eux toute la nuit ». A Sokolo « les populations se sentent abandonnées » depuis le départ des forces de défense et de sécurité, selon des sources locales. Selon elles, « la population informe très souvent les forces présentes dans la zone, mais ces derniers n'exploiteraient pas ces informations comme il faut ». Cette situation nuirait à la collaboration entre la population et les forces de sécurité, regrettent certains habitants.

de capacités des institutions locales dont les collectivités, en matière de lutte contre les BVG. La rencontre a enregistré la présence des maires, des chefs de services, ainsi que les forces de défense et de sécurité. Elle a été organisée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

## Lutte contre la corruption : La Plateforme contre la Corruption et le Chômage (PCC) porte plainte contre le Sous-Préfet et le maire de la Commune rurale de Didiéni



La Plateforme contre la Corruption et le Chômage au Mali (PCC MALI), après avoir été saisie par une correspondance des conseillers communaux pétitionnaires de la commune rurale de Didiéni, Cercle de Kolokani, dans la région de Koulikoro (mandat 2009-2014), vient de porter plainte contre le Sous-Préfet, Zoumana Traoré, le Maire de la Commune de Didiéni, Dofing Coulibaly et complices, auprès du Procureur de la République en charge du Pôle Economique et Financier, Mamoudou Kassogué. Il leur est reproché des cas présumés de «faux et usage de faux, imitation de signature, atteintes aux domaines publics, abus de confiance et détournement de fonds».

## Départ de la France du Mali : Le mouvement « Yèrèwolo » à nouveau debout sur les remparts le 26 mars



La plateforme « Yèrèwolo Debout sur les remparts » annonce une nouvelle marche nationale le 26 mars pour réclamer le départ de l'armée française du Mali. Cette mobilisation sera la deuxième de l'année après celle du 10 janvier

## Région Mopti : 3600 personnes déplacées de retour à Djenné



Plus de 3.000 personnes déplacées internes sont retournées à Djenné, dans la région de Mopti. C'est du moins ce qu'a déclaré le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (Ocha) au Mali sur son compte Twitter ce week-end. Selon l'organisation humanitaire, «la situation sécuritaire s'améliore progressivement dans le cercle de Djenné». Quant aux autorités communales, elles ne confirment pas ces chiffres, mais reconnaissent la présence des déplacés dans la ville.

Selon OCHA-Mali, de juillet 2013 à décembre 2019, « plus de 500 mille personnes sont retournées chez elles ». Ces individus viennent majoritairement du Nord et du Centre du pays. Ils sont composés des femmes et des enfants repartis entre plus de 120 mille ménages. Près de la moitié d'entre eux est originaire de la région de Tombouctou, qui enregistre l'arrivée de près de 3600 mille individus. Dans la région de Mopti, Ocha annonce que plus de 44 mille déplacés internes ont rejoint leurs localités. Parmi eux, plus 3 000 sont à Djenné, « une localité jugée stable », selon le rapport. Le rapport note également que près de 150 mille personnes ont retrouvé leurs villages respectifs à Gao. Près de 70 mille personnes, ont regagné Ménaka. Pour l'accompagnement de ces personnes et des populations vulnérables, OCHA-Mali estime qu'il est nécessaire d'allier action humanitaire et développement ». Il faut noter que ce retour massif des déplacés internes intervient au moment où plusieurs personnes ont quitté Bonkounda, dans le cercle de Koro. Les autorités locales ne confirment pas ces chiffres, mais reconnaissent le retour massif de déplacés dans la ville de Djenné. Selon elles, ces déplacés ont quitté les hameaux et sont assistés par les ONG sous la supervision de la Mairie.

qui avait drainé plus d'un millier de personnes à Bamako. Les organisateurs reprochent toujours à la France d'être la source de l'insécurité au Mali. L'appel à manifestation pour le 26 mars est intervenue à la veille de l'annonce du renforcement de l'opération Barkhane de 600 militaires supplémentaires. La plateforme « Yèrèwolo Debout sur les remparts » est déterminée à obtenir le départ de toutes ces troupes au cours de sa prochaine sortie qu'elle compte organiser sur tout le territoire malien.

# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

## Concours de mémorisation du Coran : Trois jeunes Maliens primés pour le Gabon

La section malienne de la Fondation Mohamed VI des oulémas africains a organisé, à Bamako, du 25 au 26 janvier 2020, un concours de lecture du Coran ayant mis en compétition plus de 130 élèves des centres de mémorisation du livre saint. La cérémonie de proclamation des résultats s'est déroulée, samedi, à l'hôtel Maeva Palace, à l'ACI 2000, en présence du ministre des Affaires religieuses et du Culte, M. Thierno Amadou Oumar Hass DIALLO, et du représentant de l'Ambassadeur du Royaume chérifien au Mali.

Les 137 candidats, venus des centres de Bamako et environs, ont participé à la phase de présélection, à Torokorobougou, en CV du District de Bamako.

A l'issue du concours, 3 jeunes ont été primés, à savoir : Mohamed SANOGO, Mohamed Ali FOFANA et Massiré SACKO (13 ans).

Chacun d'eux est primé dans une catégorie donnée, en ce qui concerne la manière de lire le saint Coran, pour représenter et défendre le Mali à la phase finale du concours de mémorisation du Coran, à Libreville, au Gabon, du 25

mars au 1er avril 2020.

Ce concours est initié par la Fondation Mohamed VI des oulémas africains afin d'inciter les jeunes à s'intéresser davantage à la mémorisation du saint Coran et à s'imprégner des valeurs de tolérance, de cohabitation pacifique et de juste milieu inclus dans ce texte divin, expliquent les organisateurs de cette compétition.

« Le meilleur d'entre vous est celui qui apprend et enseigne le Coran », a conforté le Président de la section malienne de ladite Fondation, en la personne du Dr Mahmoud Abdouhou ZOUBER, après avoir remercié les uns et les autres pour leur présence à cette cérémonie et leur soutien aux jeunes devant défendre les couleurs du Mali au Gabon.

« Il n'y a pas mieux que le Coran pour nous sécuriser », a-t-il prêché, ajoutant qu'en islam « il n'y a pas de soumission ».

« Les musulmans ne s'entretuent pas », a fustigé le Président ZOUBER, en référence à la terreur en cours dans le pays (prétendument) au nom de l'islam.

Car, a-t-il cité le Prophète Mahomet (PSL) à l'appui, « tuer un seul musulman équivaut à démolir la sainte Kaaba ».

« Vous êtes tous méritants pour porter haut les valeurs de tolérance, de paix et de dialogue que véhicule notre religion, l'islam », a complimenté le Vice-Président du Haut conseil islamique du Mali (HCIM), M. Thierno Hady Oumar THIAM, à l'endroit des compétiteurs, avant d'exprimer sa « fierté » pour la Fondation Mohamed VI, à travers l'organisation de ce concours, et pour le respect de la tradition dans la mémorisation du saint Coran dans notre pays.

« C'est justement une occasion de réaffirmer cette islamité du Mali et d'asseoir la spiritualité revivifiée dans notre pays, une terre de la malikiya qui prône la tolérance et l'acceptation de l'autre comme pierre angulaire de sa doctrine religieuse », a soutenu le ministre des Affaires religieuses et du Culte, exhortant à la « riposte doctrinale » face à l'hérésie des prophètes de la haine et autres marchands de la mort au nom de la religion.

Pour ce faire, le ministre DIALLO a invité les organisateurs à sortir de Bamako pour investir le terrain, à l'intérieur du pays, afin de ne pas laisser le champ libre à ces ennemis de l'islam authentique.

■ Source : CCOM/MARC



## Boubou Cissé, premier ministre : “Je suis un fils d’enseignants...”



**Boubou Cissé en tournée dans les régions du Nord la semaine dernière est revenu sur la crise scolaire qui secoue le pays. Le chef du gouvernement a invité les syndicats enseignants à accepter l’application de l’article 39 à compter du 1er janvier 2020 au lieu de 2019 comme ils le réclament. Et pour que nul n’en ignore, il a ajouté : “Je suis aussi un fils d’un professeur et d’une institutrice. C’est dans le respect, dans l’amour de l’éducation qu’on m’a élevé. Je ne peux que vouloir que du bien vis-à-vis des enseignants”.**

**L**a grave crise que traverse notre système scolaire depuis 2019 continue de faire des ravages. Le chef du gouvernement en visite dans le septentrion, s’est appesanti sur la revendication des syndicats du fondamental et du secondaire, notamment l’application de l’article 39 qui stipule que toute majoration de l’UNTM sera transposée sur les grilles des enseignants. Le gouvernement

ayant accordé en 2019 20 % à l’UNTM, étalés sur 2019, 2020 et 2021, les enseignants souhaitent la même modalité d’application.

Vu le contexte actuelle difficile, le gouvernement a demandé aux syndicats enseignants d’accepter l’application à partir du 1er janvier 2020 au lieu de 2019, réclamé. Face au blocage des négociations autour de la modalité d’application de l’article 39, le Premier ministre, Dr. Boubou Cissé, en tournée à Tombouctou, est revenu sur le dossier.

Le chef du gouvernement reconnaît la légitimité de la revendication des enseignants, mais sollicite la bonne compréhension des syndicalistes face à la situation difficile que le pays connaît. “Votre revendication est légitime, nous allons la mettre en œuvre et nous souhaitons la mettre en œuvre à partir du 1er janvier 2020 mais sur les mêmes modalités que celles appliquées à l’UNTM”. Ce que rejette les syndicats du fondamental et du secondaire.

Le Premier ministre de demander à nouveau l’indulgence des syndicats pour que “les enfants puissent retourner à l’école dans les

meilleurs délais”. Pour ce faire, il compte également sur chacun et chacune pour l’aider, notamment la société civile et des bonnes volontés pour y parvenir.

En dehors de son statut de Premier ministre, le chef du gouvernement ramène sa casquette de fils d’enseignants (père et mère) pour inviter ses pères et mères à regagner les classes pour sauver l’école malienne en proie à une crise récurrente depuis plusieurs années.

“Je suis aussi un fils d’un professeur et d’une institutrice. C’est dans le respect, dans l’amour de l’éducation qu’on m’a élevé. Je ne peux vouloir que du bien pour les enseignants. J’ai enseigné à l’université, quand je faisais ma thèse en France pendant trois ans. Donc, je ne peux pas avoir du mépris pour les enseignants. Ce n’est pas possible. Je n’ai pas été éduqué comme ça”.

Face à l’accueil chaleureux du monde de l’éducation, le Premier ministre a souhaité en retour faire tout son possible pour mettre fin à cette crise comptant sur la bonne foi des leaders syndicaux. “Les enseignants, les directeurs d’école et les directeurs d’académie que j’ai vus et la sincérité avec laquelle j’ai été accueilli, je souhaite qu’en retour, acceptent d’ouvrir les écoles pour que les enfants puissent reprendre le chemin des classes”, a plaidé Dr. Boubou Cissé.

Il a coupé court à toute velléité de croiser le fer avec ses pères enseignants pour soi-disant les remplacer par des volontaires. “Je suis à la tête d’une équipe qui n’est pas un gouvernement va-t-en-guerre, qui n’est pas un gouvernement qui cherche à croiser le fer avec qui que ce soit, encore moins les enseignants sur la question de l’école. Nous sommes un gouvernement responsable”, a révélé Dr. Boubou Cissé.

L’année dernière, le gouvernement, malgré la crise que traverse le pays, s’est engagé à améliorer les conditions des enseignants à travers l’octroi d’un statut particulier. Une nouvelle grille de leur salaire a été adoptée. Cette grille a vu une augmentation considérable du salaire de certains enseignants du bas de l’échelle. Pour la catégorie A, l’indice est passé de 920 à 1060 points, soit 140 points d’augmentation sans oublier l’indemnité d’équipement à eux accordée par le gouvernement d’une somme annuelle de 60 000 F CFA ; les primes de zone et de logement revues à la hausse avec une amplitude de 20 000 F CFA.



## La problématique de l'industrie de la viande du Mali : **Le Mali revoit sa copie**

**Promouvoir l'industrie de la viande à l'exportation et une industrie de l'emploi en milieu rural et péri urbain au Mali, tel était l'objectif de ce panel de haut niveau sur la problématique de l'industrie de la viande au Mali. Les panelistes ont profité de cette opportunité pour analyser et proposer des pistes de solution pour promouvoir ce secteur.**

**L**a production de viande est déterminée à partir des abattages effectués dans les différents centres d'abattages (2 abattoirs frigorifiques implantés dans le district de Bamako assurent à eux seuls près de 45% de la production totale de viande rouge contrôlée).

Les potentialités de la filière Bétail/Viande demeurent faiblement exploitées se traduisant par l'exportation du bétail sur pied (au lieu de la viande) et les cuirs et peaux vers les marchés de la sous-région, ce qui n'apporte pas une augmentation de la valeur ajoutée, de revenus ni de la croissance. En valorisant ses

sous-produits obtenus à l'abattage sur place dans les pays, cette activité va fortement contribuer à créer de nouveaux emplois et entreprises ; accroître les revenus des producteurs du bétail et augmenter la contribution du secteur à la croissance des recettes de l'Etat.

C'est pour remédier à cette situation que le ministère de l'Industrie et du Commerce et le ministère de l'Élevage et de la Pêche ont initié le programme de développement à l'exportation de la viande du Mali (PRODEVIM) avec le soutien du PNUD et de l'ONUDI.

Selon Mme Tabara Keita, coordinatrice exécutif du programme de développement à l'exportation de la viande du Mali (PRODEVIM), le respect de ces réglementations est vital pour accroître le volume des exportations ainsi que l'augmentation de la valeur ajoutée des produits susceptibles de la valeur ajoutée. Le deuxième axe de la stratégie concerne la croissance inclusive et la transformation structurelle de l'économie : il s'agit de créer les conditions d'un environnement favorable

à l'investissement productif et à la diversification de l'économie en poursuivant et amplifiant les efforts visant à consolider la stabilité du cadre macro-économique et assurer une bonne gestion des finances publiques.

### **Abattages non contrôlés**

Ainsi, elle a rappelé l'amélioration de la mobilisation des ressources publiques internes, la stratégie de financement du CREDD mise sur la promotion du secteur privé et développement des investissements directs étrangers en lien avec l'amélioration du climat des affaires, le développement du partenariat public-privé (PPP), ainsi que le développement de nouvelles sources de financement telles que la finance islamique et les marchés internationaux de capitaux. Le pays gagnerait aussi à impulser l'investissement d'impact, nouvelle classe d'actifs financiers, à mi-chemin entre le capital-investissement et la philanthropie, qui s'aligne parfaitement sur les objectifs du CREDD en matière de développement économique et social.

Dr Hamadou Bocoum a axé son intervention sur la problématique de traçabilité à caractère dogmatique des viandes dérange les fournisseurs traditionnels en viande du Golfe et ouvre un portail d'opportunité pour les pays sahéliens à vocation d'élevage au double niveau public et privé. Pour lui, les pays du Sahel doivent organiser, à l'instar du Sénégal, un forum dédié ou à défaut promouvoir un « Consortium Halal » et d'organiser leurs secteurs privés respectifs pour des Méga investissements dans la filière Bétail/Viande.

Au Mali, la transformation contrôlée du bétail en viande se fait dans les abattoirs et sur les aires d'abattage. Les abattages non contrôlés représentent environ 40% des abattages totaux chez les bovins et près de 60% chez les petits ruminants.

Dans les abattoirs, les bovins sont abattus en suivant les étapes habituelles de transformation (étourdissement, saignée, dépouillement, inspection de la panse, des intestins et abats comestibles, lavage et refroidissement des carcasses. Au Mali, ce processus est suivi mais s'effectue dans des conditions qui ne respectent pas les normes d'hygiène et d'inspection généralement reconnues.

**■ Ibrahim Sanogo**



## Congrès du PIDS : Nouhoum Sidibé, nouveau président du parti

C'est Nouhoum Sidibé qui prend désormais les rênes du Parti de l'indépendance, de la démocratie et de la solidarité (PIDS). Cette information figure parmi les décisions importantes issues du 5<sup>e</sup> congrès ordinaire de ce parti tenu le week-end dernier au Mémorial Modibo Keita.

Déjà à l'ouverture des travaux, samedi, le président sortant du PIDS, Daba Diawara, en présence de militants et de plusieurs délégués venus des différentes régions du Mali, a mis l'accent sur les sujets d'intérêt national. S'exprimant sur l'Accord pour la paix et la réconciliation, il dira qu'un autre texte garantissant le caractère unitaire et la stabilité de notre État est bien possible. Le PIDS, a indiqué Daba Diawara, se réjouit que le Dialogue national inclusif auquel il a participé ait recommandé sa reélection. Il a aussi fait savoir que le parti préconise

le dialogue avec les groupes terroristes d'Iyad Ag Aghaly et Amadou Kouffa. En effet, le Haut représentant du président de la République Ibrahima Boubacar Keita, le Professeur Dioncounda Traoré, a déjà entamé les démarches pour ramener Iyad et Kouffa à la maison. Il serait en attente du retour de ses émissaires. Mais, il se raconte déjà que ces deux ne seraient pas favorables à un quelconque dialogue avec les autorités.

Pour l'ancien ministre, la révision de la Constitution du 25 février 1992, dont la nécessité d'adaptation n'est plus à démontrer, devrait se faire conformément aux dispositions de l'article 118 de notre Loi fondamentale qui définissent les conditions d'organisation et de la tenue d'un référendum dans notre pays. «Aussi, en vue d'apporter sa contribution au règlement des questions d'intérêt national, le PIDS a saisi la

main tendue du président de la République Ibrahima Boubacar Keita en signant l'Accord politique de gouvernance du 2 mai 2019 qui prévoyait l'organisation et la tenue d'un dialogue politique inclusif», a déclaré l'homme politique. Le président sortant ne serait pas favorable à la présence des forces étrangères sous cette forme. Il a fustigé leur présence.

Par ailleurs, Daba Diawara a salué la tenue prochaine des élections législatives pour légitimer l'Assemblée nationale. Il a demandé au gouvernement de créer les conditions pour régulariser la situation des autorités locales et sortir de la situation de fait. En outre, il dira que le parti soutient sans réserve la nouvelle dynamique de lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'impunité dans notre pays. Sur un autre registre, le PIDS, a affirmé Daba Diawara, encourage les autorités à s'engager résolument dans la voie du dialogue social avec les partenaires sociaux afin que le front social soit apaisé.



# TRANSPARENCY INTERNATIONAL

## Transparency international épingle : Les pays corrompus !

**L'ONG Transparency International, qui mesure la perception de la corruption pour tous les pays du monde, vient de publier son classement pour 2019. Il voit le Mali se classer à la 1130ème avec une note de 29/100, de satisfaction seulement, soit une baisse de deux points par rapport à 2018. Autrement dit: la corruption est loin de reculer dans notre pays.**

Les meilleurs élèves du classement mondial sont le Danemark et la Nouvelle-Zélande, qui arrivent premiers ex aequo, avec 87/100. Ils sont suivis par la Finlande (86/100), puis, ex-aequo, Singapour, la Suisse et la Suède avec 85/100.

Les meilleurs élèves africains sont les Seychelles, classées 27èmes sur 180 pays, avec un résultat de 66/100; le Botswana est 34ème avec 61/100; le Cap Vert, 41ème avec 58/100 (en hausse d'un point par rapport à 2018); le Rwanda, 51ème avec 53/100 (en baisse de trois points). Ex-aequo à la 56ème place on trouve, avec 52/100, la Namibie (en baisse d'un point) et Maurice (en hausse d'un point). Les suivants sont Sao Tomé (64ème) et le Sénégal (66ème), mais tous les deux avec une note sous les 50%. A titre de comparaison, l'Allemagne est 9ème (80/100); la Grande-Bretagne 12ème (77/100); la Belgique 17ème (75/100); le Japon 20ème (73/100); les Etats-Unis et la France ex-aequo à la 23ème place (69/100).

### Voici les mauvais élèves !

Les plus mauvais élèves sont la Somalie, à la 180ème place sur 180 pays, avec 9/100 (en baisse d'un point par rapport à 2018), et le Sud-Soudan 179ème avec 12/100 (en baisse d'un point), juste devant la Syrie.

Parmi les cancre, on note le Congo 168ème place sur 180, (avec une note de 18/100 en baisse de deux points) l'Angola, 146ème avec 26/100 (en hausse remarquable de 7 points), ex-aequo avec le Nigeria (en baisse d'un point); le Burundi, 165ème avec 19/100 (en hausse de deux points), comme le Congo-Brazzaville. La RD Congo – ex-aequo avec la Libye et la Guinée-Bissau – est 168ème du classement avec 18/100 (en baisse de deux points par rapport à 2018 et de trois points par rapport à 2017).

### L'ONG demande des règles pour le financement des partis

La présidente de l'ONG Délia Ferreira Rubio, conseille de toute urgence de s'attaquer au problème du financement des partis politiques. Elle note en effet que : « Les pays où les réglementations sur le financement des campagnes sont complètes et systématiquement appliquées ont un score moyen de 70 sur l'IPC, alors que les pays où ces réglementations sont soit inexistantes, soit mal appliquées n'obtiennent

respectivement qu'une moyenne de 34 et 35». Au contraire : « Soixante pour cent des pays qui ont considérablement amélioré leur score IPC depuis 2012 ont également renforcé leur réglementation sur le financement des campagnes», souligne la présidente de Transparency International. Elle déplore également l'absence de résultats tangibles dans la lutte contre la corruption. : « L'absence de progrès réels contre la corruption dans la plupart des pays est décevante et a une incidence négative importante sur les citoyens du monde entier », a déclaré Patricia Moreira, directrice générale de Transparency International. « Pour avoir une chance de mettre fin à la corruption et d'améliorer la vie des individus, nous devons nous attaquer à la relation entre la politique et l'argent. Tous les citoyens doivent être représentés dans la prise de décision. »

### Des mesures pour réduire la corruption

Pour réduire la corruption et restaurer la confiance dans la politique, Transparency International recommande aux gouvernements de : renforcer les systèmes de redevabilité et promouvoir la séparation des pouvoirs ; de s'attaquer au traitement préférentiel pour assurer que les budgets et les services publics ne soient pas motivés par des relations personnelles ou orientés par des intérêts particuliers, contrôler le financement politique pour éviter un excès d'argent et d'influence en politique. En outre l'ONG préconise de gérer les conflits d'intérêts et s'attaquer au phénomène du pantouflage ; réglementer les activités de lobbying en favorisant un accès ouvert et constructif à la prise de décision ; renforcer l'intégrité électorale, prévenir et sanctionner les campagnes de désinformation ; donner plus de pouvoir aux citoyens et protéger les activistes, les lanceurs d'alerte et les journalistes.

Transparency International classe 180 pays pour lequel l'ONG établit un « indice de perception de la corruption » à partir d'enquêtes auprès de chefs d'entreprise. Ils sont interrogés sur le degré de corruption des agents du service public de leur pays. Cet indice va de 0 à 100, le score le plus haut allant aux pays dont l'administration est perçue comme la moins corrompue.

■ Mémé Sanogo

**An Bé Gnogon Bolo**  
On est ensemble

**Malitel**  
Proche de vous



**REJOIGNEZ LE 1<sup>ER</sup> OPÉRATEUR GLOBAL  
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU MALI.**

Malitel votre réseau favori

service client : 6700   
www.malitel.ml   
www.facebook.com/malitel.official 

## Mali STARTUP : Des innovations faites par les jeunes maliens

**En marge des activités commerciales de la FEBAK, la promotion du Mali par le Mali, les startups du Mali ont émerveillé l'assistance par leur savoir-faire en matière d'innovation technologique, à travers des présentations et des démonstrations. Des innovations faites par des jeunes qui souhaitent être présents au concert des nations, dans le domaine des nouvelles technologies.**

**T**énin Nana Kouyaté est porteuse d'un projet dit AgriBoX. AgriBoX est une solution matérielle et logicielle qui embarque les technologies vocales de Lenali dans un Décodeur TV Box pour ramener vocalement en langues locales les services numériques d'information, de formation, de marché sur les téléviseurs et mobiles des agriculteurs. A noter que cette installation fonctionne avec ou sans connexion Internet.

Le secteur agricole représente 80% de la population active du Mali et 41% de son PIB. Pourtant, elle souffre de la faible productivité et de la difficulté d'écoulement de la production. Des problèmes auxquels les TIC peuvent être une alternative, en facilitant l'accès à l'information, à la formation et au marché. Cependant, les agriculteurs sont 80% des "petits exploitants" (pouvoir d'achat limité), 75% en milieu rural (infrastructures aléatoires) et 70% non alphabétisés (parlent uniquement les langues locales). Ce qui limite leur accès aux services numériques. Ils ont peu de smartphones (chers ou complexes) et les téléphones classiques offrent des services limités.

La solution AgriBoX est basée sur un boîtier décodeur TV qui ramène les services numériques vocalement et en langues locales directement sur le téléviseur, très répandu en milieu rural. C'est une solution matérielle et logicielle utilisant les meilleures pratiques existantes et les technologies d'avenir (Internet des Objets, Intelligence Artificielle) pour permettre aux petits exploitants agricoles d'accéder facilement à l'information sur leurs téléviseurs. L'objectif de cette innovation est d'améliorer le rendement et l'écoulement de leur production à moindre coût. Elle fonctionne

avec ou sans connexion Internet, existe également en version application mobile et est exportable en Afrique.

Selon le président de l'association Mali Startup, Dr Mamadou Gouro Sidibé, Les startups sont des jeunes entreprises qui font de l'innovation et qui n'ont toujours pas un modèle économique établi mais qui sont, sans aucun doute, l'avenir technologique et numérique de l'innovation au Mali. Les startups ont beaucoup de problèmes parce que les banques ne les accompagnent pas, tout simplement parce qu'ils n'ont pas de rentrée d'argent. Donc, l'Etat, à travers ses différentes structures du ministère de l'Economie numérique et du ministère de l'Investissement, fait des efforts. « **Les incubateurs font des efforts, nous pensons que nous startups nous connaissons mieux nos problèmes et ce que nous devons être ensemble pour mutualiser nos efforts, pour avoir une base représentative et surtout une base de données fiables des startups. C'est pourquoi on s'est dit qu'il faut une association qui va re-**

grouper et fédérer cette association Mali startup pour qu'il y ait cette base de données là. Ainsi on va faire un site web, une application mobile où tout le monde peut savoir ce qui se fait dans le domaine des startups, et qui fait quoi. Nous avons été aussi parmi ceux qui ont accompagné le projet de loi qui est en discussion à l'Assemblée, startup acte, le projet de loi sur la labélisation des startups. Nous avons été dans plusieurs combats pour que les innovations, les technologies et le numérique avancent au Mali », a-t-il indiqué.

« **Aujourd'hui, nous avons environ une centaine de startups qui ont manifesté leur intérêt pour ce groupe. Ce regroupement est en cours de formalisation. Nous avons un bureau qui est actif. C'est pour que, concrètement, tous ces startups puissent être connus. D'ailleurs, la chambre de commerce et d'industrie nous a contacté pour nous donner des stands afin que nous puissions montrer notre savoir-faire aux Maliens, sous le thème "le Mali par le Mali". Il y a des bonnes choses ailleurs mais il y a aussi de bonnes choses ici** », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo





Des véhicules stationnés anarchiquement sur la voie publique

## Circulation routière : Le stationnement anarchique réduit la fluidité

**Particuliers, chauffeurs de taxi, de transport en commun... les Bamakois ne se donnent pas trop de peine quand il s'agit de trouver un espace où se garer. D'où des bouchons monstres en permanence sur certaines voies**

**S**'il y a des phénomènes qui sont bien partagés au centre-ville de Bamako, c'est bien le stationnement et l'occupation anarchiques de la voie publique qui prennent de l'ampleur dans la capitale. Rétrécissement des voies et, par conséquent, ralentissement de la circulation routière, accidents souvent graves, les pratiques se sont généralisées, ces dernières années, surtout dans les quartiers où se concentrent des administrations publiques et des activités com-

merciales.

Au centre commercial, un quartier abritant beaucoup de services, des particuliers garent leurs véhicules en des endroits sans panneaux de stationnement réservé ou qui ne sont pas des parkings. Ils entrent dans leur bureau, pour y passer toute la journée. « On n'a pas d'autre solution. Nous sommes contraints de garer nos véhicules, ici, aux alentours de notre lieu de travail. Que voulez-vous qu'on fasse ? », éructe Monsieur X, qui ne veut pas déclinier son identité et qui a stationné sa voiture, pratiquement sur la chaussée. Nous sommes devant un service, dans le quartier du Centre commercial. Et son véhicule doit rester en occupation anarchique de la voie publique durant toute la journée. Entre-temps, les usagers devront « se débrouiller », comme ils peuvent,

pour se frayer un passage.

Parfois, des véhicules de transport public, surtout les gros-porteurs ou des véhicules de livraison, stationnent en dehors de leurs heures de circulation et des aires qui ne leur sont pas réservées. Ou très souvent, certains véhicules de transport public, sans autorisation, occupent des portions de voie, le temps plus ou moins long, de chercher et de trouver des clients et d'embarquer, hors d'une auto-gare ou un site réservé à cet effet. La scène se passe à longueur de journée dans la ville de Bamako.

Au Badialan III, en Commune III du District de Bamako, des auto-gares, au bord de la voie bitumée reliant la ville de Kati, incitent à des stationnements illégaux de taxis qui attendent des clients parmi les passagers des cars. Vers les soirs, aux heures d'arrivée des cars de l'intérieur du pays, les chauffeurs de taxi s'arrêtent devant les gares routières, au mépris de toute règle, provoquant des embouteillages. Des désagréments qu'ils causent aux autres usagers de la route, ils n'en ont cure. Les reproches et récriminations les laissent de mar-

bre. « C'est agaçant, l'incivisme est à la base de tout dans ce pays. Les gens ont la critique facile contre les gouvernants, ils se permettent de mettre en cause l'autorité alors que les populations elles-mêmes ne sont pas sans reproche. C'est le laisser-aller... », déplore un usager qui en veut aux transporteurs au Badialan contre qui il exprime son dégoût. Un autre visage de l'occupation anarchique de la voie publique et de ses désagréments dans la circulation routière : des épaves abandonnées devant des maisons, durant des années. Une scène qui n'est pas rare dans certains quartiers.

### Assainissement

À la mairie du District de Bamako, on considère que le phénomène est illégal. « Un stationnement anarchique, comme son nom l'indique, est une occupation illégale d'une partie de la voie publique sans autorisation », définit Amadou Coulibaly, agent à la mairie principale de la capitale. « Pour pouvoir occuper une portion de la voie publique, il faut en milieu urbain, une autorisation du maire. Sans laquelle l'occupation ou le stationnement devient anarchique », soutient-il. L'agent municipal reconnaît que des particuliers ainsi que des transporteurs en commun envahissent, de plus en plus, les voies publiques de la ville. « Or, prévient-il, il y a un arrêté municipal du maire du District par rapport à l'occupation anarchique du domaine public ».

Selon le commandant-major Adama Coulibaly,



chef des voies publiques de la Compagnie de la circulation routière (CCR) du GMS (Groupe mobile de sécurité), l'occupation anarchique concerne toutes les parties de la voie publique réservées à la circulation des usagers de la route. « Normalement, les stationnements doivent se faire dans les parkings pour ceux qui travaillent sur les grandes artères. À chaque fois que le stationnement se fait dans la durée, dans un lieu autre qu'un parking, il devient anarchique », explique le chef de la voie publique au GMS, soulignant l'illégalité du comportement.

En la matière, rappelle-t-il, le maire du District a pris l'arrêté 014-DB pour gérer les cas d'occupation anarchique dans le District. « La contravention va jusqu'à 18.000 FCFA », précise le commandant-major Adama Coulibaly.

D'autre part, l'officier de police de la circulation routière relève d'autres cas d'occupation anarchique de la voie. « En plus des cas des travailleurs qui garent devant les bureaux, il y a, souvent, les abords des garages de mécaniciens qui empiètent sur la voie publique. Ces garagistes occupent la voie publique avec des véhicules en panne pour une durée indéterminée. C'est une situation qui peut, à la longue, être source d'accidents », dénonce-t-il.

Pourtant, en croire notre interlocuteur, la police a toujours sévi contre ces comportements, chaque fois que l'occupation devient très gênante pour les usagers. « Normalement, on doit être appuyé par l'Agence nationale pour la sécurité routière (ANASER) et la mairie », indique-t-il.

Sur ce point, il dit que l'ANASER avait même envisagé des opérations de dégagement de la voie publique. Et d'ajouter : « À travers cet arrêté 014-DB, en collaboration avec la mairie, on doit procéder à des opérations coup de poing pour dégager la voie publique ».

« On dit qu'il n'y a pas de voie à Bamako, mais à y voir de près, en luttant contre les occupations anarchiques de certaines voies, on peut bien obtenir une fluidité sur ces tronçons », analyse le chef de la voie publique au GMS. Pour ce faire, il plaide pour un appui de la mairie et de l'ANASER « parce que souvent, ces opérations demandent des moyens mécaniques pour pouvoir dégager les engins encombrants ».

■ Oumar DIAKITÉ et Moussa DIARRA



# Morts subites dans le bain : Des milliers de Japonais victimes de chocs thermiques



Des milliers de Japonais meurent chaque année en prenant un bain. La cause principale : les chocs thermiques, ou hydrocution. En 2018 au Japon, 5 398 personnes sont mortes par noyade dans leur propre baignoire, selon les statistiques démographiques du ministère de la Santé, du Travail et des Affaires Sociales. Ce chiffre constitue une diminution de 138 décès par rapport à l'année précédente,

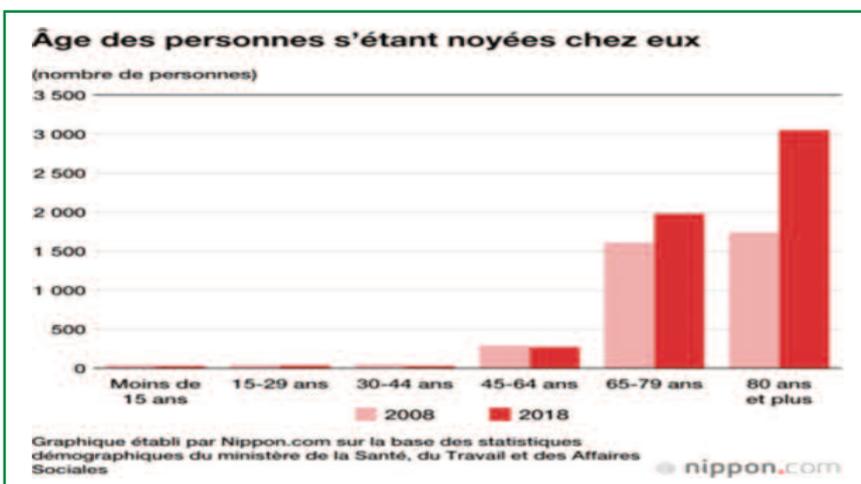
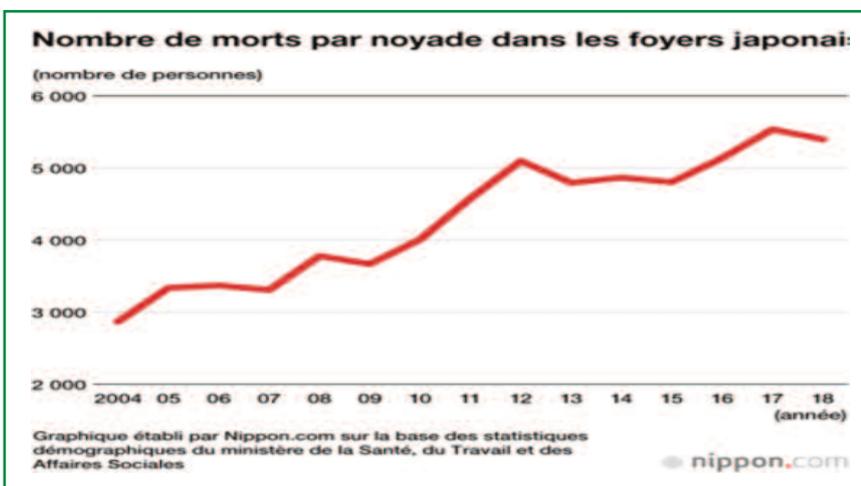
mais une augmentation de 260 par rapport à 2016. Le total représente deux fois le nombre de 2004, estimé à 2 870, et qui stagne autour de 5 000 morts annuelles depuis plusieurs années. Dans le contexte du vieillissement rapide de la population japonaise, plus de 90 % des noyades impliquent des individus âgés de 65 ans ou plus, et on constate une augmentation

de la proportion des accidents concernant les plus de 75 ans. C'est en hiver que ce type de décès est le plus fréquent. La cause principale serait liée au choc thermique, ou hydrocution, provoqué par un changement soudain de température lors de l'entrée dans le bain. Les variations soudaines de pression sanguine peuvent entraîner une crise cardiaque et d'autres problèmes très graves.

Une étude menée par l'Organisme de protection des consommateurs, s'appuyant en partie sur les statistiques du ministère, estime qu'environ 19 000 personnes perdent la vie chaque année à cause d'accidents ayant lieu dans un bain, toutes causes confondues (ce chiffre comprend également les décès provoqués dans d'autres lieux que le foyer, comme les sources thermales par exemple). Cet organisme donne les recommandations suivantes pour éviter les chocs thermiques et pour se baigner en sécurité :

- Chauffer le vestiaire et la salle de bains avant de se baigner.
- Garder la température de l'eau en dessous de 41 degrés.
- Se baigner pour une durée maximum de 10 minutes.
- Ne pas se lever soudainement de la baignoire.
- Ne pas prendre un bain immédiatement après le repas, ou après avoir consommé de l'alcool.

En 2017, l'Agence météorologique du Japon a établi un site internet de prévision des changements de chaleur brutaux (uniquement en japonais), avec cinq niveaux indiquant le potentiel risque de choc thermique pour chaque région du Japon.



## Guinée Conakry : Le FNDC apporte son soutien à ses militants arrêtés ou persécutés...

**L**e Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC) vient d'apporter son soutien à ses membres et militants arrêtés ou persécutés pour leur engagement dans la lutte contre le troisième mandat.

Merci de lire ci-dessous une déclaration du Front parvenue à notre rédaction.

« Deux semaines après le lancement de la résistance citoyenne active et permanente, le FNDC constate avec consternation l'immobilisme des autorités guinéennes face aux revendications légitimes de l'écrasante majorité du Peuple de Guinée.

Le Gouvernement guinéen continue de déployer sa stratégie de confiscation de pouvoir qui consiste au changement de la constitution et à l'organisation des élections législatives dont les résultats sont connus d'avance. Il ne cesse de réprimer sauvagement toute opposition à son projet maléfique dont le seul but est de donner un coup mortel à la démocratie en Guinée.

Pour imposer leur projet funeste de troisième



Des leaders du front national pour la défense de la Constitution

mandat, les autorités guinéennes n'hésitent pas de tuer, blesser, maltraiter et humilier des paisibles citoyens à Conakry et dans de nombreuses villes du pays.

Des leaders et sympathisants du FNDC sont illégalement arrêtés et emprisonnés sur toute l'étendue du territoire dans des conditions inhumaines et dégradantes. D'autres membres du mouvement subissent des menaces et intimidations récurrentes pour avoir appelé à la résistance contre l'imposture.

Le cas le plus illustratif est celui de M. Chérif Abdallah, Président du GOHA, qui est persécuté et à qui on dénie même sa nationalité guinéenne. Malgré toutes ces exactions du pouvoir en place, le FNDC a accepté d'observer une trêve d'une semaine à la demande des

hautes autorités religieuses du pays.

Par ce geste, le FNDC a montré sa bonne foi et sa volonté de donner une ultime chance pour le dénouement de la crise actuelle. Toutefois, le FNDC tient à préciser et à rassurer les citoyens qu'il ne sera aucunement question de négociations sur un quelconque changement de la constitution visant à octroyer un troisième mandat à M. Alpha Condé.

Nous invitons l'ensemble des militants de la démocratie à la sérénité et appelons nos structures à observer cette trêve tout en restant très vigilants face aux agissements de ceux qui veulent compromettre les acquis démocratiques de notre pays.

Ensemble unis et solidaires, nous vaincrons!  
Conakry le 01 février 2020 »



## Compétitions africaines des Clubs de la CAF : les qualifiés pour les quarts !



**E**n coupe de la confédération, les quatre derniers qualifiés pour les quarts de finale sont : Berkhane, Al Nasr Benghazi, Zanaco et Enyimba.

Quatre équipes avaient déjà validé leur ticket pour les quarts de finale de la coupe de la Confédération lors de la cinquième journée, il s'agit de l'US Agadir, Horoya, El Masry et Py-

ramids FC. Elles ont été rejointes par le RS Berkhane, Al Nasr Benghazi, Zanaco et Enyimba.

A l'issue de cette phase de groupes, le Djoliba peut nourrir beaucoup de regrets dans le groupe B car il est éliminé au profit des Libyens d'Al Nasr qui comptent pourtant le même nombre de point que lui. La malchance

des Rouges de Bamako a été d'avoir perdu contre les Libyens à Bamako (1-0) lors de la 5e journée.

Le Djoliba et Bidvest sont éliminés tandis que le Horoya et Al Nasr sont qualifiés pour les quarts.

Le tirage au sort des quarts de finale aura lieu mercredi 5 février, au Caire. Les huit équipes qui prendront part à la phase finale n'ont jamais remporté la compétition, ce sera donc une première pour le club qui remportera la coupe de la Confédération cette saison.

### En Ligue des Champions

On connaît aussi les huit qualifiés pour les quarts de finale suite à la sixième et dernière journée de la phase de poule disputés le samedi 1er février.

Les Égyptiens d'Al Ahly et les Tunisiens de l'Étoile du Sahel sont les deux dernières équipes à valider leur qualification.

Ils ont rejoint les Mamelodi Sundowns, le TP Mazembe, le Wydad Casablanca, le Zamalek, le Raja Casablanca et l'Espérance Tunis qui étaient déjà assurées de leur qualification en quart de finale avant même le début de cette sixième journée.





## **♈ Bélier (21 mars - 19 avril)**

Vous tendrez à manquer de diplomatie et à trop foncer tête baissée. Il est vrai que l'inertie ambiante ne favorisera pas vos intérêts, mais ne forcez pas les choses. Vous devrez agir avec une main de fer certes, mais dans un gant de velours quand même !

Vous pourrez compter sur de bonnes conditions financières ou plus exactement d'appuis, de soutiens, dès lors que vous aurez besoin d'un apport d'argent. Vos opérations administratives ou bancaires seront largement favorisées avec un Uranus bienveillant.



## **♉ Taureau (20 avril - 19 mai)**

Au travail, votre patience est mise à rude épreuve. Vous travaillez dur et avec peu de reconnaissance. Cette situation vous laisse un goût amer ! La fatigue intellectuelle se fait sentir chaque jour davantage. Pensez à faire des pauses. C'est indispensable.

Les astres vous rendent impulsif. Vous risquez de compenser votre nervosité avec des achats faits sur des coups de tête ! Les gadgets pour la voiture et la décoration vous tentent par tous les diables ! Les frais sont importants, mais vous restez zen.



## **♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Votre impatience ou vos actions menées durant la dissonance astrale Lune-Mars pourront vous faire perdre le sens de la logique... À cause de cela, votre crédibilité va s'évanouir dans la nature ! On ne vous donnera plus que des tâches peu gratifiantes...

Ami Gémeaux, vos dépenses financières seront le prolongement de votre égo surdimensionné... Une dissonance planétaire en provenance de Mars fera de vous aujourd'hui le frimeur du zodiaque ! Tout sera prétexte à montrer que vous avez de l'argent...



## **♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Pas si confiant, vous remettez vos compétences professionnelles en cause. Que vous arrive-t-il cher natif ? Vous doutez à ce point, à cause d'une baisse de tonus ? Pas de panique, il faut reprendre le dessus, vous n'avez pas le choix. Uranus vous pousse à la dépense aujourd'hui, ça tombe bien, vous mourriez d'envie de faire des emplettes et si en plus de ça, vos finances sont en forme. Vous n'en demandez pas plus, vous prenez ce qu'il y a à prendre. Vous êtes assez satisfait !



## **♌ Lion (22 juillet - 23 août)**

Jupiter et Saturne contribueront à stabiliser votre situation professionnelle, sans vous enfermer dans des habitudes. Au contraire, tout s'animera à l'intérieur de votre cadre, sans modifier vos points d'ancrage. Libre à vous de donner cours à vos ambitions.

Vous multipliez les actions pour limiter les risques financiers. Ne vous attendez pas à être soutenu dans vos démarches. Vous rencontrerez des refus, des oppositions et de la mauvaise volonté pour vous aider. Mais vous ne baiserez pas les bras.



## **♍ Vierge (23 août - 23 septembre)**

C'est le moment de négocier une hausse de salaire. Vous pouvez tenter votre chance. Une prime peut faire l'objet d'un débat. Un peu de patience. Les démarches sont en cours. Vous devez faire attention aux clauses. Avant de signer, lisez bien entre les lignes.

Les articles de décoration et les vêtements sont vos péchés mignons ! Même si vous êtes vigilant, vous pourriez craquer sur des articles ! Si vous faites du shopping, fixez-vous une limite ! Mais il n'est pas certain que vous teniez l'engagement.



## **♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)**

On aura besoin de vous pour instruire et former de nouveaux collègues. Mise sur le travail bien fait. C'est là que vous aurez le maximum de chances de marquer des points. Vous saurez exploiter vos talents d'une manière tout à fait originale et atypique.

Avec les sous, il vaut mieux attaquer le problème à la source pendant qu'il est temps. C'est pourquoi vous allez réduire votre consommation de tabac, le montant de votre enveloppe destinée aux jeux d'argent, etc. Il n'y a pas de petites économies !



## **♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Vous pourriez avoir l'impression d'avoir fait le tour de votre poste actuel. Vous envisagez un changement. Avant de prendre une décision ferme et définitive, vous décidez de demander l'avis de l'un de vos proches. Vous avez besoin de conseils.

Ce n'est pas quelques petits euros en moins sur votre compte qui vont vous empêcher de dépenser, sauf que vous avez plutôt intérêt à réfléchir à deux fois, avant de mettre vos finances à mal pour les jours qui suivent. Soyez vigilant.



## **♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Depuis votre secteur VI, le transit d'Uranus vous incitera à innover, à changer votre mode de fonctionnement dans votre activité. Ne remettez pas tout en question, car on ne vous suivra plus sur vos initiatives, alors que certaines seront excellentes.

Par maladresse, parce que vous irez trop vite, vous croirez valider votre commande par internet et cela ne sera pas le cas. Lorsque vous vous apercevrez de votre bévue, il sera trop tard pour bénéficier de ce code promo intéressant financièrement.



## **♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Vous rêvez de changer d'activité. Les finances ne sont pas suffisantes. Vous espérez gagner davantage très vite ! Des démarches commencent. Vous avez l'espoir de trouver un nouveau poste. Il peut être une fonction commerciale ! Continuez vos entretiens !

De l'agacement persiste dans les finances. Vous faites toujours attention tandis que les frais continuent ! Ne prêtez pas de l'argent. On ne vous le rendrait pas ! Encore un peu de patience et tout devrait entrer dans l'ordre ! En attendant, restez positif !



## **♒ Verseau (20 janvier - 19 février)**

Si vous occupez un poste de cadre, vous songerez à tout plaquer pour travailler en tant que manutentionnaire ! Si vous êtes simple employé et après un rapide calcul, l'écart entre votre salaire et les allocations chômage ne sera pas énorme...

Ça s'en va et ça revient... comme les paroles de cette chanson, l'argent s'en ira, mais aujourd'hui, il ne reviendra pas ! Sous la coupe de la dissonance Lune-Mars, votre chance presque insolente ne sera plus qu'un lointain souvenir. Anticipez !



## **♓ Poisson (19 février - 21 mars)**

Si vous démarrez une nouvelle activité professionnelle, vous changez automatiquement vos habitudes. Aujourd'hui, vous avez du mal à vous y faire. Vous avez de la difficulté à trouver vos marques et vos repères. Vous en perdez votre motivation.

Vous profitez d'une gestion beaucoup mieux adaptée à vos moyens. Cher Poissons, votre budget retrouve un équilibre. Vous commencez à voir une nette amélioration, et cela vous donne confiance pour la suite. Persévérez dans vos efforts.

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**